



Circulaire de rentrée Ndiaye ou la poursuite de la politique des 5 dernières années...

COMMUNIQUÉ

À quelques jours des vacances, la première circulaire de rentrée du ministre Ndiaye vient de paraître. Elle constitue incontestablement sa feuille politique et trace ses objectifs et priorités. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a pas de changement de cap ni de rupture de la part du nouveau ministre.

Les réformes et projets néfastes du précédent quinquennat seront clairement poursuivis (École du socle et des fondamentaux, réforme des bacs, casse du cadre national...), mais surtout amplifiés (généralisation de l'expérimentation marseillaise, introduction de l'entreprise au collège, priorisation de l'apprentissage en lycée pro...). Le ministre indique aussi sa volonté de porter le projet macroniste de mise en concurrence des établissements, des personnels et des élèves sous couvert de réussite pour tou·tes. La CGT Éduc'action ne peut que dénoncer cette politique qui va à nouveau creuser les inégalités entre élèves et territoires, où on va développer des sections et classes d'excellence au détriment de l'intérêt général, où le pilotage par projet sera renforcé et privilégié et, de façon plus générale, où l'Éducation est dirigée comme une entreprise avec objectifs et évaluation généralisée.

Les points pouvant apparaître comme une rupture concernent principalement le volet concertation et échanges, prise en compte de la santé et bien-être des élèves ou encore lutte contre les discriminations. Cependant, la CGT Éduc'action constate que pour tous ces aspects, aucune mesure concrète ni aucun budget ne sont avancés ou créés... On en reste donc aux paroles, et certainement à la seule bonne volonté des personnels et des équipes. À nouveau, on leur renvoie la balle comme « aux plus belles heures Blanquer »...

Au final, cette circulaire reflète la véritable politique qui sera en place dans les prochains mois et porte clairement le projet Macron. Pour celles et ceux, dont ne faisait pas partie la CGT Éduc'action, qui espéraient un changement d'orientation avec un changement de ministre, la douche sera froide. Et c'est malheureusement une nouvelle fois les personnels et les élèves qui en feront les frais. C'est pour cela que la CGT Éduc'action rappelle que seule la mobilisation pourra faire reculer le gouvernement sur sa politique de destruction des Services publics et permettra d'imposer un nouveau projet d'École.

Montreuil, le 1^{er} juillet 2022